

**Demande d'examen au cas par cas préalable  
à la réalisation d'une étude d'impact**

**Article R. 122-3 du code de l'environnement**



N° 14734\*02

*Ce formulaire n'est pas applicable aux installations classées pour la protection  
de l'environnement*

*Ce formulaire complété sera publié sur le site internet de l'autorité administrative de l'Etat  
compétente en matière d'environnement*

**Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative**

**Cadre réservé à l'administration**

Date de réception

07-06-13

Dossier complet le

07-06-13

N° d'enregistrement

FO8213 P0452

**1. Intitulé du projet**

Activité randonnée motoneige

**2. Identification du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire**

**2.1 Personne physique**

Nom MILLOT

Prénom Mathieu

**2.2 Personne morale**

Dénomination ou raison sociale

Nom, prénom et qualité de la personne  
habilitée à représenter la personne morale

RCS / SIRET

Forme juridique

**Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1**

**3. Rubrique(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et  
dimensionnement correspondant du projet**

N° de rubrique et sous rubrique	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la rubrique

**4. Caractéristiques générales du projet**

**Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire**

**4.1 Nature du projet**

Utilisation d'une zone (voir plan) pour la  
réalisation d'une activité randonnée motoneige.  
Pas d'aménagement, seul le relief est utilisé  
pour créer un circuit de balade où l'on est  
encadré des deux côtés en motoneige.

#### 4.2 Objectifs du projet

utilisation d'une zone pour l'activité où  
seul le relief est utilisé sans aménagement.  
l'objectif est de faire connaître l'activité  
moto-neige et emmener des clients en balade.

#### 4.3 Décrivez sommairement le projet

##### 4.3.1 dans sa phase de réalisation

pas de réalisation particulière, seul les accords  
nécessaire sont la démarche de réalisation.

##### 4.3.2 dans sa phase d'exploitation

utiliser un relief, une zone sans modifi-  
cation pour créer un parcours de moto-neige



**4.4.1 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?**

La décision de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

+ permis d'aménagement a faire in à la mairie  
qui a déjà donné son accord.

**4.4.2 Précisez ici pour quelle procédure d'autorisation ce formulaire est rempli**

pour le permis d'aménager

**4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale (assiette) de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées**

Grandeurs caractéristiques	Valeur
4 hectares	

**4.6 Localisation du projet**

Adresse et commune(s)  
d'implantation

Zone des enclaves  
sur la commune  
d'Aime  
(Station de la  
plagne.)

Coordonnées géographiques<sup>1</sup>

Long. 6°39'07"E Lat. 45°33'11"N

Pour les rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32° ; 41° et 42° :

Point de départ :

Long. 6°39'46"E Lat. 45°30'36"N

Point d'arrivée :

Long. 6°39'28"E Lat. 45°30'53"N

Communes traversées :

Aime 73211  
Racot la plagne 73210

**4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?**

Oui ☐ Non ☒

**4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact ?**

Oui ☐ Non ☒

**4.7.2 Si oui, à quelle date a-t-il été autorisé ?****4.8 Le projet s'inscrit-il dans un programme de travaux ?**

Oui ☐ Non ☒

Si oui, de quels projets se compose le programme ?

<sup>1</sup> Pour l'outre-mer, voir notice explicative

## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

### 5.1 Occupation des sols

Quel est l'usage actuel des sols sur le lieu de votre projet ?

poste de Ski et Zone non utilisée

Existe-t-il un ou plusieurs documents d'urbanisme (ensemble des documents d'urbanisme concernés) réglementant l'occupation des sols sur le lieu/tracé de votre projet ?

Oui



Non



Si oui, intitulé et date d'approbation :  
Précisez le ou les règlements applicables à la zone du projet

1 \* PLU de la commune en copie  
\* Accord de la mairie en copie

Pour les rubriques 33° à 37°, le ou les documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui



Non



### 5.2 Enjeux environnementaux dans la zone d'implantation envisagée :

Complétez le tableau suivant, par tous moyens utiles, notamment à partir des informations disponibles sur le site internet

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/etude-impact>

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ou couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
en zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Zone des emers sur la station de la plaque commune d'Achp
sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (régionale ou nationale) ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou par un plan de prévention des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
si oui, est-il prescrit ou approuvé ?			
dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un site inscrit ou classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Lequel et à quelle distance ?</b>
d'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
d'un monument historique ou d'un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

## 6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

### 6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Domaines de l'environnement :		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	engendre-t-il des prélèvements d'eau ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	est-il déficitaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<i>Créait liens au malotruage sur la zone, sur 4 R de temps sans les sains de l'annulation de la Station 6 jours sur 7 (d'écoulement à Avril)</i>
	est-il susceptible d'avoir des incidences sur les zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Risques et nuisances	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	concerné d'avalanche et la limite du terrain (réclamer situé en dehors de la zone.)
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Commodités de voisinage	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	bruit des moteurs neiges.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	liés au fonctionnement des moteurs thermiques
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



	<p>Engendre-t-il des émissions lumineuses ? <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ? <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p>			<p><i>les feux des machines lors de la circulation</i></p>
Pollutions	<p>Engendre-t-il des rejets polluants dans l'air ? <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>			<p><i>pollution des machines (le part de machine sera nul pour minimiser les rejets polluants)</i></p>
	<p>Engendre-t-il des rejets hydrauliques ? <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>			
	<p>Engendre-t-il la production d'effluents ou de déchets non dangereux, inertes, dangereux ? <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p>			
Patrimoine / Cadre de vie / Population	<p>Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ? <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p>			
	<p>Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme / aménagements) ? <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p>			



6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets connus ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

#### 7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une étude d'impact ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Non je ne pense pas qu'il fasse l'objet d'une étude d'impact, d'une part puisque la zone est en de bas de Hauts Hautatians et d'autre part après renseignement auprès de la DDT (pour le l'éphane) la zone ne serait pas soumise à matière 2000 ou à des protections quelconques de faune et de flore.



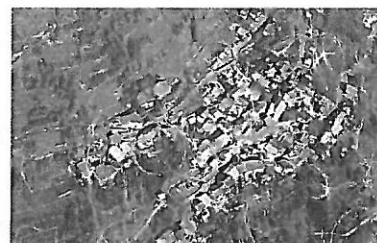


# COMMUNE D'AIME

Département de la Savoie

# PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME



Arrêté par délibération du Conseil Municipal du 5 octobre 2006

Mis à l'enquête publique par arrêté du Maire du 7 mai 2007

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2007

**Modification n°3 approuvée le 28 octobre 2010**



## Règlement

## 4.1

# SOMMAIRE

## TITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES AU ZONES URBAINES..... 3

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ua .....	4
CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ub .....	10
CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Uc .....	15
CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ud.....	20
CHAPITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ue.....	25
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Uf.....	30
CHAPITRE VII - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Us.....	34
CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ut.....	38
CHAPITRE IX - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Uy.....	43

## TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES D'URBANISATION FUTURE ..... 47

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AU.....	48
CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AUa.....	49
CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AUb .....	54
CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AUd .....	59
CHAPITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AUe.....	64
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AUs .....	68
CHAPITRE VII - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AUX .....	72

## TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ..... 75

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A .....	76
CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N .....	81



## CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

### CARACTERE DE LA ZONE N :

Elle correspond à des zones naturelles et forestières à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels ou des paysages, soit de l'existence d'une exploitation forestière, ou enfin soit de leur caractère d'espace naturel.

Le plan distingue :

- **Les secteurs Nc**, correspondant aux carrières de Villette, en exploitation.
- **le secteur Nj1**, correspondant à des jardins individuels sur le secteur des lles, au bord de la voie rapide.
- **es secteurs Nj2**, correspondant à des jardins individuels au Chef-Lieu et à Longefoy, qu'il convient de préserver.
- **le secteur Nh** qui correspond aux abords de la basilique Saint Martin et de la chapelle Sainte Eustache, à préserver.
- **les secteurs Nu**, correspondant à des zones construites isolées, dans des zones A, et non conformes à la vocation agricole de la zone, qui ont dû être identifiées pour permettre l'aménagement intérieur des bâtiments, voire leur changement de destination et une extension limitée. Ils sont réglementés comme la zone N. Le plan repère **les secteurs Nup**, aux hameaux de Montgilbert et de Plangerlan, qui connaissent une déficience en alimentation en eau potable.
- **les secteurs Ne** correspondent à des activités artisanales à Tessens et aux Plantées, en discontinuité des urbanisations existantes.
- **Les secteurs Ng** correspondent à des garages isolés.
- **le secteur Nt** qui correspond à des zones destinées à recevoir des aires de loisirs, campings, centres équestres ou centres de vacances.
- **le secteur Ns**, qui correspond à l'emprise du domaine skiable
- **le secteur Nst** qui correspond au domaine skiable et où sont autorisés des équipements à caractère récréatif.
- **les secteurs Np** correspondent aux périmètres immédiats et rapprochés des captages d'approvisionnement en eau potable présents sur la commune.

### ARTICLE N 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites toutes constructions non-conformes aux vocations respectives des différents secteurs, à l'exception des bâtiments publics et d'intérêt collectif.

Toute construction est interdite **en Nh ainsi qu'en Nj2**.

**En Np** sont interdites les constructions et utilisations du sol mentionnées par l'arrêté préfectoral annexé en 5.1 du PLU.

### ARTICLE N 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

#### 1 - Rappel :

L'édification de clôtures est soumise à déclaration préalable dans le périmètre de protection de la Basilique (article R 421 - 12 du Code de l'Urbanisme).

Des prescriptions d'isolement acoustique, pourront être imposées lors de la demande de permis de construire (arrêté préfectoral du 25 juin 1999) :

- dans les bandes de 100 m situées de part et d'autre de la RN90, classée axe bruyant de type 3,
- dans les bandes de 30 m situées de part et d'autre du RD 990, classée axe bruyant de type 4.

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation ou leurs dimensions, sont de nature à porter

atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique. Il en est de même si les constructions projetées, par leur implantation à proximité d'autres installations, leurs caractéristiques ou leur situation, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.

## 2 – Sont admis sous conditions :

### 2.1 – D'une manière générale :

Les aires de stationnements publiques.

Les aires de stationnements privées dans la mesure où elles sont destinées à des constructions et aménagements situés sur le même tènement foncier ou à proximité immédiate de ce tènement.

La restauration et l'aménagement des bâtiments existants avec une extension limitée à 50 m<sup>2</sup> de SHON et un changement de destination possibles.

Peuvent être autorisées, par arrêté préfectoral après avis de la commission départementale des sites, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage, ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage existants lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière." (Extrait de la loi du 9 février 1994).

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, l'autorisation d'occupation du sol peut être accordée pour des travaux ayant pour objet d'améliorer la conformité de l'immeuble avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Les constructions qui ne répondent pas à la vocation de la zone, détruites par un incendie ou par un sinistre lié à un phénomène naturel non renouvelable, (ou non susceptible de se renouveler) ne peuvent faire l'objet de reconstruction avec éventuellement extension mesurée que si le permis de construire est demandé dans les trois ans suivant le sinistre.

Les constructions et installations liés à l'activité agricole (abris, ruches...) sont autorisés à condition qu'ils ne dépassent pas 20 m<sup>2</sup> de SHOB.

Les aménagements de voiries sous réserve qu'ils soient liés à l'utilisation des équipements publics. La réalisation d'ouvrages d'infrastructures publiques tels que voiries, parkings, passerelles...

### Bâtiments annexes :

Les annexes d'habitations telles que garage, buanderie, etc., doivent être intégrées au volume principal et dès lors, elles sont considérées comme des extensions et respectent le règlement général.

Les annexes isolées sont toutefois autorisées à condition qu'elles soient limitées à 2 par tènement foncier.

### Surcoût de charges publiques

Les constructions autorisées ne devront en aucun cas entraîner pour la collectivité dans l'immédiat ou à terme des charges supplémentaires d'équipements collectifs (mise en place, renforcement ou entretien de réseaux notamment) ou le fonctionnement des services publics (ramassage scolaire, ordures ménagères, PTT, déneigement, etc...).

### Préservation de l'environnement

Les constructions ne doivent pas avoir des conséquences dommageables pour l'environnement ou conduire à la destruction d'espaces boisés représentant une valeur économique ou écologique ni représenter un risque de nuisance non maîtrisable pour la ressource en eau ou pour le voisinage habité.

### Protection contre les risques naturels



Les constructions nouvelles ou les aménagements de bâtiments existants peuvent être interdits, ou soumis à des prescriptions spéciales, en raison des risques naturels.

## 2.2 – Dispositions particulières complémentaires :

**Dans les secteurs Nup, Nj, Ng, seuls** la restauration et l'aménagement des bâtiments existants dans le volume existant sont autorisés, sans changement de destination.

**En Nc**, toutes constructions nécessaires à l'exploitation des carrières sont autorisées.

**En Ne, seules** les extensions de l'activité artisanale sont autorisées dans le prolongement de l'activité, dans la limite de 120 m<sup>2</sup> de SHON.

**En Nh** sont autorisés les travaux d'aménagement des équipements existants sur le site.

**En Nj1, seuls** sont autorisés les abris de jardins et les serres.

**En Np**, les occupations et utilisations du sol doivent respecter les dispositions énoncées par l'arrêté préfectoral annexé en 5.1 du PLU.

### **En Nt sont autorisés :**

- les équipements et aménagement à usage de stationnement des véhicules,
- l'aménagement et l'ouverture de pistes de ski alpin et de ski de fond, les implantations de remontées mécaniques et les installations et travaux liés à l'exploitation et à la gestion de ces pistes et remontées sous réserve d'un traitement approprié, permettant d'assurer leur intégration dans l'environnement,
- la construction d'un restaurant d'altitude à proximité de l'arrivée du télésiège du Fornelet.

**En Ns** sont autorisés, à condition qu'ils ne portent pas atteinte aux activités agro-pastorales et forestières, les constructions, équipements et aménagements nécessaires à la pratique du sport et des loisirs, en particulier du ski.

### **En Nsf :**

- les constructions et installations relevant de l'animation récréative ou sportive de la station et compatibles avec l'exploitation du domaine skiable,
- les parkings nécessaires aux constructions des zones Ut sous réserve que leur implantation soit compatible avec l'environnement et avec l'exploitation du domaine skiable.

## **ARTICLE N 3 – Conditions de desserte des terrains par les voies publiques et privées et d'accès aux voies ouvertes au public**

### 1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

### 2 - Voirie

Les voies nouvelles doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux exigences de la protection civile, au brancardage, au déneigement.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

## **ARTICLE N 4 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement**

### 1 - Eau potable

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités (y compris les restaurants d'altitude) doit être raccordée au réseau public d'eau potable, quand il existe et ce à la charge du pétitionnaire.

Dans le cas où le réseau public d'eau potable n'existerait pas, la commune n'est pas tenue de le créer.

### 2 - Assainissement

Toute construction, installation nouvelle ou aménagements par changement d'affectation doit être pourvu d'un réseau séparatif des eaux usées et des eaux pluviales.

#### 2.1 - Eaux usées

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement quand il existe.

Dans le cas où ce réseau public d'assainissement-eaux usées n'existerait pas, la commune n'est pas tenue de le créer, mais il est admis un dispositif d'assainissement individuel conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et conforme aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental.

L'évacuation des eaux usées industrielles dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un prétraitement selon des normes fixées par la commune.

#### 2.2 - Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales ; le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

### 3 - Electricité – téléphone

Les branchements aux réseaux d'électricité et de téléphone seront enterrés.

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité a la possibilité de surélever et de modifier ses ouvrages pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

## **ARTICLE N 5 – Superficie minimale des terrains constructibles**

Non règlementé.

## **ARTICLE N 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Les constructions peuvent s'implanter sur l'alignement des voies communales.

Pour les autres voies, elles devront respecter un recul de :

- 14 m de l'axe des routes départementales : D85A – D88E – D218.
- 20 m de l'axe des routes départementales : D88 – D221 – D990 – D220, et de la RN90.

## **ARTICLE N 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Les constructions peuvent s'implanter sur les limites séparatives.

**En Nst**, si la construction n'est pas édifée sur la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 3 m.



## **ARTICLE N 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Non réglementé.

## **ARTICLE N 9 - Emprise au sol des constructions**

Non réglementé.

### **En Nj1 :**

Pour les abris de jardins :

- pour les terrains d'une superficie inférieure à 350 m<sup>2</sup>, la surface maximale autorisée est de 8 m<sup>2</sup>.
- Pour les terrains d'une superficie supérieure à 350 m<sup>2</sup>, la surface maximale autorisée est de 12 m<sup>2</sup>.

La superficie maximum des serres ne pourra dépasser 20% de la surface de la parcelle.

## **ARTICLE N 10 - Hauteur maximale des constructions**

La hauteur des constructions est mesurée en tout point du bâtiment à partir du terrain naturel avant travaux jusqu'au plus haut point du bâtiment situé à la verticale (ouvrages techniques et cheminées et autres superstructures exclus).

**En Nj1**, la hauteur ne doit pas excéder 2,50 mètres pour les abris de jardin.

**En Nst**, la hauteur ne doit pas excéder 9 m.

La hauteur maximale des annexes est limitée à 3,50 m au faîtage.

## **ARTICLE N 11 - Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords**

Des précautions particulières doivent être prises pour assurer au maximum la préservation du caractère naturel du site ; les bâtiments seront, chaque fois que possible, dissimulés par des mouvements de terrain et des plantations, leurs volumes seront conçus et les couleurs des matériaux choisies de manière à rappeler les caractères de l'architecture rurale de la région.

### **En Nst :**

#### **Toitures :**

Sont interdites les toitures terrasses, les toitures à un pan (sauf les appentis), les toitures avec pentes inversées et noues centrales.

Seuls les matériaux d'aspects suivants peuvent être employés en couverture :

- lauze,
- ardoise naturelle,
- ardoise ciment gris ou tout matériau moderne équivalent
- bardeau d'asphalte couleur ardoise
- tuile plate ciment gris.

#### **Façades :**

Les façades ne pourront avoir plus de 15 m de long sans décrochement, tant dans le plan vertical que dans le plan horizontal.

#### **Volumes :**

Les chiens-assis sont interdits en toiture.

## **ARTICLE N 12 – Aires de stationnement**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

**ARTICLE N 13 - Espaces libres, aires de jeux et de loisirs, et de plantations**

Non réglementé.

**ARTICLE N 14 - Coefficient d'Occupation du Sol**

Le C.O.S. résulte de l'application des articles 2 à 13 du présent règlement.